

Le 10 août 2022

DECISION PRESIDENT N°2022DPRS DT-213

2.3 – Droit de préemption urbain

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de Hautes Terres Communauté

Objet : Décision expresse de refus d'exercer le droit de préemption urbain – DIA.015.101.22.0025 – Laveissière

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-10 ;

Vu les statuts de Hautes Terres Communauté et notamment sa compétence « plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale » ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 211-1 à L. 211-7 et R. 213-4 à D. 213-13-4 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°2021CC-191 en date du 04 octobre 2021 portant exercice du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°2022CC-041 en date du 03 mars 2022 portant délégation d'attributions du Conseil au Président ;

Vu la délibération du conseil municipal de Laveissière en date du 13 avril 2012 portant approbation du plan local d'urbanisme de Laveissière ;

Vu la délibération du conseil municipal de Laveissière n°2015-07 en date du 6 février 2015 instituant le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones d'urbanisation future (AU), couvertes par le PLU approuvé le 13 avril 2012 ;

Vu la déclaration d'aliéner en date du 26 juillet 2022, reçue en mairie de Laveissière le 05 août 2022, de Maître Jacques TURQUET ;

DECIDE

Article 1 : De refuser d'exercer le droit de préemption urbain sur les biens désignés ci-dessous :

Le 10 août 2022

DECISION PRESIDENT N°2022DPRS DT-213

2.3 – Droit de préemption urbain

| Description du bien | |
|---|--|
| Adresse | Rembertel 15300 LAVEISSIERE |
| N° de section(s) de(s) parcelles(s) et superficie(s) | AE 34 00 a 10 ca |
| | AE 63 00 a 08 ca |
| | Superficie totale 00 a 18 ca |
| Nature du bien | Non bâti Habitation Sans occupant |
| Condition(s) de l'aliénation projetée | Vente à un tiers |
| Prix | 4 700 € |
| Zonage du PLU | Ucp |

Article 2 : La présente décision ne vaut que dans la limite des renseignements contenus dans la déclaration d'intention d'aliéner ;

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

Article 4 : Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté et Madame le Comptable public sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Didier ACHALME



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand pendant un délai de deux mois, à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication.